

des partis staliniens, est finalement arrivé à la position de Burnham en 1939 ou, en tout cas, à une position qui ressemble à celle-là de très près. Nous lisons déjà dans leur résolution de 1942 sur la question nationale :

« L'idée que, parce que les staliniens sont puissants et influents, et pas encore complètement discrédités auprès des ouvriers, c'est une politique révolutionnaire juste que celle qui met en avant le mot d'ordre « le parti communiste au pouvoir », — cette idée est basée sur une incompréhension totale de ce qu'a pu être un mot d'ordre semblable lancé par les bolcheviks au milieu de 1917... Lorsque les bolcheviks lancèrent un appel en faveur d'un mouvement bolchevik-socialiste-révolutionnaire, ...c'était sur la base de la croyance qu'un tel gouvernement serait un gouvernement démocratique (c'est-à-dire démocratique-bourgeois) qui aurait accordé aux ouvriers et à tous les autres partis, bolcheviks inclus, ces droits démocratiques, que les bolcheviks auraient pu s'engager sincèrement à ne pas avoir recours à la violence contre un tel gouvernement, mais se borner à persuader les masses par la propagande, en usant de leurs droits démocratiques normaux. Appliquer une telle tactique vis-à-vis des staliniens serait absurde. Un régime social-réformiste est, plus ou moins, un régime démocratique-bourgeois. Un régime stalinien, qu'on l'appelle « prolétarien » ou n'importe comment, est sans méprise possible un régime totalitaire antidémocratique. » (New International, février 1943.)

Shachtman rejette le mot d'ordre de Lénine

Ici nous ne remarquons pas seulement le rejet de notre mot d'ordre transitoire : « les partis ouvriers au pouvoir », élaboré par Lénine en 1917 et confirmé dans la lutte révolutionnaire ; mais aussi, comme d'habitude avec le Workers Party, la rupture avec une demi-douzaine d'autres positions ou estimations programmatiques majeures. Nous estimons que les partis staliniens dans les pays capitalistes sont des partis de la classe ouvrière, dirigés par des chefs traîtres, semblables aux traités sociaux-démocrates. Nous comprenons, bien sûr, que les bureaucrates sociaux-démocrates sont des agents de leur classe capitaliste respective, tandis que les bureaucrates staliniens sont des agents de l'oligarchie du Kremlin. Mais ils ont ceci de commun : ils ne peuvent pas lutter pour le pouvoir ouvrier, ni ne veulent prendre le pouvoir, sauf comme agents du capitalisme et d'habitude en coalition avec ses représentants directs. Le Workers Party, cependant, adopta la thèse de Burnham, selon laquelle les staliniens peuvent conduire au pouvoir les masses travailleuses dans les pays capitalistes pour faire quoi ? Pour établir un Etat totalitaire stalinien, un décalque de l'U.R.S.S. Notons donc la manière par laquelle le Workers Party, en commun avec les antistaliniens vulgaires, idéalise dans sa résolution les coquins de la social-démocratie, d'une façon complètement étrangère à notre tradition et à notre pratique — et comment, dans son lyrisme sur la « démocratie » des sociaux-démocrates, il oublie l'œuvre sanglante des bourreaux comme Noske et Scheideman, Kerensky ou les sociaux-démocrates du Front populaire espagnol. La « démocratie », de cette manière, est détachée de son contexte historique et

de sa connexion avec le développement des relations et des luttes de classes, et nous est présentée comme une sorte de facteur supra-historique existant dans un temps et un espace qui se trouvent au-dessus de la lutte de classes.

L'estimation antimarxiste du stalinisme est développée avec conséquence par le Workers Party dans l'esprit de Burnham. Nous lisons dans l'éditorial de la « New International » d'août 1945 :

« ...Il devient de plus en plus clair que les staliniens ne sont pas simplement les agents de la classe bureaucratique dominante en Russie. Cette conception s'est démontrée trop étroite. La bureaucratie stalinienne dans les pays capitalistes a ses propres ambitions. Elle rêve de prendre un jour le pouvoir et de s'établir elle-même en tête d'un despotisme essentiellement le même que celui dont profitent ses collègues russes. »

Shachtman considère avec raison qu'il s'agit là d'une question majeure. Il demande que nous lui disions : « Quelle est l'attitude de l'Internationale avec le stalinisme, étant donné que nous, nous considérons le mot d'ordre : « Le parti communiste au pouvoir », comme un mot d'ordre absolument pernicieux, qu'il soit donné sous n'importe quelle forme ? » (« New International », septembre 1945).

L'élaboration de sa position sur cette question a été accomplie par le Workers Party graduellement jusqu'à son congrès de mai 1946. Ils y mettaient les points sur les i :

1. L'estimation de Trotsky sur le mouvement stalinien doit être rejetée. (« La théorie que les partis staliniens, comme les organisations réformistes traditionnelles, sont des agents de la classe capitaliste, qu'ils « capitulent envers la bourgeoisie », est fondamentalement fausse. »)

2. Les partis staliniens tendent à prendre le pouvoir dans le but de créer des Etats staliniens, alliés de l'Union soviétique. (« Le stalinisme n'est plus simplement le serviteur de l'impérialisme russe... Il tend à établir dans chaque pays capitaliste dans lequel il opère, le même régime social et politique que celui qui prévaut en Russie actuellement. »)

3. Le parti stalinien est semblable au parti nazi. (« ...Fascisme et stalinisme, quoique non identiques, sont des phénomènes symétriques. »)

4. Par conséquent, notre attitude tactique établie vis-à-vis des staliniens n'est pas juste et doit être rejetée. (« La politique traditionnelle de l'avant-garde révolutionnaire vis-à-vis des mouvements ouvriers réformistes (ou les bureaucraties respectives) ne peut pas donc s'appliquer au mouvement stalinien. »)

La résolution, néanmoins, pour quelque raison inexplicable, revient sur la position ci-dessus du Workers Party et accepte (avec de nombreuses qualifications et réserves) le mot d'ordre d'un gouvernement socialiste-communiste — mais non pas d'un gouvernement simplement communiste. Mais, comme l'explique si bien la « garde de fer » des jeunes burnhamistes qui entourent Shachtman, l'adoption de ce mot d'ordre est totalement illogique et inexplicable, parce qu'elle est en contradiction complète avec la position qu'explique si clairement la résolution elle-même. (« Sur le mot d'ordre du gouvernement P.C.-P.S.-C.G.T. », par Draper, Ferguson, Garret, Gates, Howe, V... Bulletin Intérieur du Workers Party, Vol. I, n° 8, 220, mai 1946.)

4. — Nos tactiques différentes vis-à-vis des staliniens

Nos estimations opposées des partis staliniens et de leur rôle politique ont déjà engendré des chocs puissants entre nous et le Workers Party sur le plan du travail pratique quotidien sur la scène américaine. Dans les faits, il devint impossible pour nous de voir de la même façon n'importe quel problème immédiat dans lequel les staliniens entraient comme un facteur. Deux exemples suffisent pour illustrer ce fait.

La campagne antifasciste de Los Angeles

Le premier cas se réfère à notre attitude différente vis-à-vis des staliniens au cours de la campagne contre le démagogue fasciste Gerald L. K. Smith à Los Angeles, en juin 1945. Un compte rendu complet de cette campagne est publié dans le bulletin intérieur du S.W.P., vol. 7, n° 8, septembre 1945. La camarade Murry Weiss, représentant notre Comité national à Los Angeles, reporte ainsi notre attitude tactique pendant cette campagne :

« Dans les cadres de la tactique générale du Front unique nous avons développé une manœuvre spéciale de front unique vis-à-vis des staliniens. Nous considérons le mouvement stalinien comme la clé de la situation. Les staliniens contrôlaient l'appareil du C.I.O. ; les staliniens avaient une très large suite de Juifs ; il existait des dispositions considérables dans les rangs staliniens pour l'« action ». Nous avons décidé de pla-

cer le plus de forces que nous pourrions derrière la campagne de front unique dirigée vers les staliniens. »

Le Workers Party aussi s'efforça de constituer un front unique — mais il s'adressa seulement au Socialist Party, au Socialist Labor Party, aux I.W.W. et à nous-mêmes (voir le bulletin cité plus haut). Comment ont-ils pu ignorer les staliniens qui sont incontestablement la force politique la plus puissante dans le mouvement ouvrier — ou, à ce sujet, dans la population travailleuse de Los Angeles ? Leur ignorance délibérée des staliniens n'était pas due à des différences avec nous sur l'évaluation pratique de l'influence stalinienne. Elle découlait directement de leur estimation du parti stalinien comme une organisation non ouvrière, laquelle estimation, à son tour, dérive de leur analyse de classe de l'Union soviétique comme « Etat collectiviste bureaucratique ». Ainsi nos divergences fondamentales sur la question russe se sont exprimées violemment dans la tactique à suivre dans un problème crucial de la lutte de classes américaine. Ce que nous regardions comme la clé de la situation, le Workers Party l'ignorait délibérément, ou, plus justement, s'efforça de l'ignorer.

La campagne de l'élection Davis

Le même problème apparut un peu après aux élections locales de New-York City. Le Socialist Workers Party, en sus de la présentation de ses candidats propres, a donné son soutien critique à Benjamin J. Davis, le candidat stalinien pour le con-